



**ARRETE MUNICIPAL PORTANT
A LA REGLEMENTATION
PROVISOIRE
D'OCCUPATION DU DOMAINE
PUBLIC
DE LA CIRCULATION DES
VEHICULES
14 AVENUE CHARLES DE GAULLE
DU 27 MAI 2024 AU 28 MAI 2024
OU DU 30 MAI 2024 AU 31 MAI 2024
(SOIT 2 JOURS DE TRAVAUX SUIVANT LES
CONDITIONS METEOROLOGIQUES)**

**OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC
POUR TRAVAUX**

Le Maire de la ville de TULLE,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 2213-1 à L. 2213-6,
- Vu le Code général de la propriété des personnes publiques,
- Vu le Code de la voirie routière,
- Vu le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire),
- Vu la loi n°82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des collectivités territoriales,
- Vu la délibération instaurant les redevances pour l'année 2024,
- Vu la délibération n°10 du 15 février 2018 relative à la délégation accordée au Maire et aux Adjoints conformément aux articles L.2122.22 et L.2122.18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- Vu la demande de M. DELMAS ANDRE mandatant l'entreprise BLONDEL DANIEL demeurant 17 RUE ROMAIN ROLLAND 19100 BRIVE pour effectuer des travaux (de peinture sur la grille du balcon située au 1er étage), sur le domaine public et l'occupation temporaire de ce dernier :
- Installation d'un échafaudage(s) et Mise à disposition de panneaux "déviation des piétons" par la ville de Tulle au 14 AVENUE CHARLES DE GAULLE (Tulle),
- Considérant qu'il convient, par mesure de sécurité de réglementer l'occupation du domaine public sur la localisation précitée,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : L'entreprise BLONDEL Daniel est autorisé sous réserve de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, à occuper le domaine public, conformément à sa demande :

14 AVENUE CHARLES DE GAULLE

- installation d'un (d') échafaudage(s) sur 5 mètre(s), du 27/05/2024 au 28/05/2024 ou du 30/05/24 au 31/05/24 (soit 2 jours de travaux - suivant les conditions météorologiques)

Pour des raisons de sécurité, l'échafaudage sera obligatoirement équipé d'un filet de protection afin

d'éviter les projections de matériaux ou les chutes de matériel et d'outillage sur le domaine public.

De plus, une déviation des piétons sur le trottoir d'en face devra être mise en place par mesure de sécurité.

ARTICLE 2 : La présente autorisation fera l'objet du paiement d'une redevance, calculée conformément aux dispositions décidées par délibération du Conseil Municipal, et dont les modalités sont les suivantes :

	Période de calcul	Occupation	Localisation(s)	Nature	Tarif	PU	Unité	Quantités			Montant
Redevance d'occupation	-	Du 27/05/2024 au 28/05/2024	14 AVENUE CHARLES DE GAULLE (Tulle)	Installation d'un échafaudage(s)	Travaux ou livraison - Echafaudage - par jour	1,32	par ml par jour	2,00	5,00	0,00	13,2
				Mise à disposition de panneaux "déviation des piétons" par la ville de Tulle	Travaux ou livraison - Mise à disposition de panneaux	11	forfait	0,00	0,00	0,00	11
Sous-total										24,2	
Montant total											

ARTICLE 3 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le Service Sécurité Domaine Public de la ville de TULLE.

ARTICLE 4 : Copie du présent arrêté est adressé à : BLONDEL DANIEL - Services Techniques Municipaux - Hôtel de police - Presse - SMUR - SAMU - CENTRE DE SECOURS TULLE - Tulle agglo Service Transport - CFTA

ARTICLE 5 : Les infractions aux dispositions du présent arrêté seront constatées et sanctionnées conformément aux lois et règlements en vigueur.

ARTICLE 6 : Les véhicules ne respectant pas les dispositions prévues ci-dessus seront considérés comme gênants. Ils pourront être enlevés et mis en fourrière, aux frais de leurs propriétaires.

ARTICLE 7 : Les piétons, conducteurs de véhicules et le demandeur sont tenus de se conformer aux prescriptions supplémentaires qui pourraient leur être données par les agents des services de police nationale et municipale (Sécurité Domaine Public).

ARTICLE 8 : Le présent arrêté est publié et affiché dans la commune de Tulle.

ARTICLE 9 : Monsieur Le Directeur Général des Services de la ville de TULLE et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 10 : Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, devant le tribunal administratif de Limoges par courrier postal à l'adresse suivante : 1, cours Vergniaud CS 40410, 87100 LIMOGES CEDEX. Le tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application Télérécurrs accessible par le site <https://www.telerecours.fr>. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Tulle. Cette démarche interrompt le délai de recours contentieux, ce dernier devant être introduit dans le délai de deux mois suivant une décision implicite ou explicite de l'autorité compétente (le silence de l'administration pendant le délai de deux mois valant décision implicite de rejet).

Fait à Tulle, le 21/05/2024

Pour le Maire,
Le Maire-adjoint

Michel BOUYOU

